

LE 9 MAI 2019

Pour **DEFENDRE LA FONCTION PUBLIQUE** et son **égalité d'accès pour tous**

Malgré un vote unanime des neuf organisations syndicales contre le projet de loi Fonction publique, Le gouvernement persiste à imposer sa loi néfaste pour la population, les usagers et les services publics !

Parce que le projet de loi ne répond pas aux besoins actuels exprimés par les français depuis plusieurs mois, qui souhaitent une fonction publique plus proche, plus humaine, sur tous les territoires, la CGT s'oppose à la volonté du gouvernement de détruire nos services publics et porte les revendications suivantes :

- Retrait du projet de loi de transformation de la fonction publique (loi dussopt)
- Mise en place d'un plan massif de résorption de la précarité
- Création de postes statutaires en réponse aux besoins des usagers
- Renforcement du Statut préservant l'indépendance du fonctionnaire et la garantie de ses droits
- Maintien et renforcement des implantations de tous les services sur les territoires



Le PROJET DE LOI FONCTION PUBLIQUE, C'est la DESTRUCTION de l'ÉTAT SOCIAL, c'est l'EXTERNALISATION des MISSIONS au PROFIT DU CAPITAL et au DÉTRIMENT DU CONTRIBUABLE

Les réformes prônées par le gouvernement ne sont pas portées par la volonté d'un meilleur service public mais bien par des principes de coupes budgétaires. Les promesses de modernisation risquent de se traduire en réalité pour l'utilisateur par une dégradation des services publics. C'est en fait moins de services publics qui nous attendent toutes et tous pour un coût supérieur.

Pour toutes ces raisons, dans le cadre de l'action intersyndicale nationale, **La CGT appelle l'ensemble des agents, usagers, citoyens, à se mobiliser pour défendre leurs services publics**, et venir participer massivement aux actions intersyndicales **jeudi 9 mai**

Avec la CGT / FSU / Solidaires / CFE-CGC / CFDT / UNSA / FO, venez défendre vos services publics et participer massivement aux :

12 h : Rassemblement Rodez / Mail Bourran (pic-nique tiré du sac)

14 h : Départ de la manifestation

16 h prise de parole intersyndicale devant la préfecture